

# Cohabitation d'un genre nouveau ou simple "foutage" de gueule !

dimanche 1er septembre 2024, par [Jacques COTTA](#)

Avec la dissolution et ses suites, Emmanuel Macron a contribué à la marche forcée de la crise politique vers une véritable crise de régime.

Chaque jour dans ce contexte singulier réserve ses surprises... et dévoile les subtilités de la Ve république pour permettre à un président haï, minoritaire, dont la politique est massivement rejetée, de demeurer au pouvoir contre vents et marées.

Avec **Macron**, un seuil est franchi, depuis **Mitterrand** qui dénonçait « le coup d'état permanent » mais qui mettait à son service les institutions une fois au pouvoir, depuis **Hollande** et **Sarkozy**, les restrictions de libertés, les lois censées être provisoires devenues définitives avec la promulgation de l'état d'urgence. Avec Macron, après **l'article 49-3** à répétition, après l'usage des forces de répression et l'ordre donné à la police de tirer contre le peuple français, provoquant des dizaines d'estropiés ou d'énucléés, coupables d'avoir porté un gilet jaune, il reste à utiliser **l'article 16** pour se donner les pleins pouvoirs, ce à quoi pense sérieusement en coulisse l'occupant de l'Élysée si la situation l'exige (voir [ici](#))

La démocratie est bafouée. Et pourtant du point de vue des institutions, Macron s'accroche de façon légitime. Les institutions sont antidémocratiques, voilà tout.

Du simple point de vue de la démocratie, du point de vue de l'intérêt général, du point de vue des revendications élémentaires de la quasi totalité des Français —les retraites par exemple— la Ve république est un obstacle.

Dans ce contexte, « L'opposition » du NFP réclame la nomination de **Lucie Castets** comme premier ministre pour que soit organisée une « **cohabitation d'un genre nouveau** ». LFI appelle même à manifester sur cet objectif.

Cohabitation dans le sens de l'intérêt général ? Mais qui y croit réellement ?

Ou plutôt cohabitation dans le cadre des institutions, de la soumission à l'union européenne, de l'enfermement dans l'OTAN, de la destruction de de la Nation ?

En réalité, cette position revient à replâtrer l'édifice de la Ve république qui part en lambris. La Ve république s'enfoncé chaque jour un peu plus dans les ténèbres, et cela semble franchement désoler toutes les forces politiques qui aspirent à gouverner aujourd'hui, dont certains chefs se verraient bien à l'Élysée dans trois ans.

Ce qui concerne les français est assez simple : le pouvoir d'achat, le travail, le salaire, l'accès partout à la santé, à l'éducation, aux transports, au logement, aux services publics... Ce qui concerne les français se résume à « pouvoir vivre décemment », tout simplement.

## Comment l'obtenir ?

Par la nomination de x, y ou z dans le cadre d'une « cohabitation d'un genre nouveau », dans le respect de fait des institutions de la Ve république, ou par la mobilisation massive, l'irruption sur la scène politique de millions d'hommes et de femmes comme hier les Gilets jaunes qui sont apparus alors que nul ne les attendait vraiment ?

Poser la question, n'est ce pas un peu y répondre ?

**Jacques Cotta**  
**le 1er septembre 2024**